

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 21/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EUREDEN**

ZI de Goperen  
22110 Glomel

Références : 2025.315  
Code AIOT : 0005500051

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement EUREDEN implanté ZI de Goperen 22110 Glomel. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant à s'assurer que les sites SEVESO ont bien engagé une réflexion sur la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident et que les dispositions prévues dans leurs plans d'opération interne répondent aux exigences prévues par les textes réglementaires. La visite a également eu pour objectif de vérifier que l'exploitant a bien pris en compte les restrictions relatives à l'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie (action nationale PFAS 2025).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUREDEN
- ZI de Goperen 22110 Glomel
- Code AIOT : 0005500051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EUREDEN exploite sur le site de Glomel une plateforme de stockage et de distribution de produits agro-pharmaceutiques et d'agro-fouritures. Les produits sont distribués vers le réseau des points de vente du groupe EUREDEN ainsi que les exploitations agricoles adhérentes. L'exploitation du site, d'une superficie de 53 300 m<sup>2</sup> dont 10 000 m<sup>2</sup> de bâtiments couverts, est encadré par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2008. L'entrepôt est classé au titre de la rubrique 1510 (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) et, compte-tenu de la nature et de la quantités de produits stockés, le site est classé SEVESO Seuil Haut au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements envtx

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	compétents	article 5	
7	Remplacement de l'émulseur	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2-VI	Sans objet
8	Restriction d'utilisation de certains PFAS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que l'exploitant a défini et mis en place une organisation pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie. Le plan d'opération interne est régulièrement mis à jour et intègre les dispositions réglementaires liées à ces prélèvements environnementaux. L'inspection a néanmoins demandé que certains compléments soient apportés concernant les produits de décomposition en cas d'incendie. La visite a également mis en évidence que l'exploitant a procédé au remplacement de son émulseur par un produit exempt de PFAS. L'inspection a vérifié que l'exploitant s'est assuré de la compatibilité et des performances du nouvel émulseur avec le générateur de mousse haut-foisonnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
<b>Constats :</b>  Le site Eureden de Glomel dispose d'un plan d'opération interne depuis le 27/10/2003. L'exploitant a présenté une version F du document dont la dernière mise à jour est datée de juillet 2025. Le document comporte une fiche retraçant les motifs et les dates de mise à jour. L'inspection constate que le POI est régulièrement actualisé selon des intervalles inférieurs à 3 ans. Les deux dernières mises à jour ont porté sur : 1) Actualisation suite à l'exercice du Plan particulier d'Intervention (juillet 2025) 2) Mise en œuvre des prélèvements environnementaux (octobre 2024)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>

« Ce plan [...] est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]»

**Constats :**

L'exploitant organise chaque année un exercice permettant de tester son plan d'opération interne. Le compte-rendu de l'exercice du 24 mai 2024 a été présenté à l'inspection. Il est constaté que l'exploitant procède à un retour d'expérience systématique et propose des mesures d'amélioration et actions correctives (vu dans le compte-rendu : *assister le directeur des opérations internes pour passer les appels aux pompiers, redéfinir les rôles*) . En 2025, l'exploitant indique que le test du POI a été intégré à l'exercice de sécurité civile, organisé par la Préfecture, visant la mise en œuvre du Plan Particulier d'intervention. Le prochain exercice POI sera réalisé en 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'inspection constate que le plan d'opération interne du site de Glomel comporte les dispositions relatives à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux (partie "Recensement des moyens d'interventions" - "8- Astreinte prélèvements environnementaux"). Une liste des substances recherchées figure dans le POI (page 18 de la version F du 07/2025) . Il s'agit de la liste suivante :

- Composés organiques volatils
- Dioxyde d'azote
- Dioxyde de soufre
- Chlorure d'hydrogène
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Dioxines et Furanes chlorés

La liste est complétée par les substances suivantes habituellement citées dans les études de produits de décomposition en cas d'incendie :

- Aldéhydes (dont formaldéhydes)
- Cyanures d'hydrogène
- Monoxyde de carbone
- Métaux particuliers
- PCB (polychlorobiphényles)

Les modalités de prélèvement dans la matrice air et dans les retombées atmosphériques (pour les dioxines- furanes, PCB et métaux) sont définies dans le rapport "stratégie de prélèvement" auquel le POI fait référence. Ce document a été présenté à l'inspection. Il précise qu'en l'absence d'étude récente de produits de décomposition, les substances retenues sont celles citées dans le guide Omega 16 de l'INERIS. L'inspection relève dans le document que l'ammoniac (NH3) est identifié parmi les substances à rechercher, or cette substance ne figure pas dans la liste indiquée dans le POI, il s'agit probablement d'un oubli qu'il convient de corriger.

Pour la phase d'urgence, les prélèvements seront réalisés en priorité dans la matrice air. En complément, le document relatif à la stratégie de prélèvement propose les analyses susceptibles d'être réalisées dans les autres matrices si nécessaire (eaux d'extinction, sols, eaux superficielles). L'inspection note que les dioxines et furanes sont exclus du prélèvement "air" en phase d'urgence mais font l'objet de prélèvements de type surfacique.

Le document "stratégie de prélèvement" précise qu'aucune substance générant des incommodités fortes sur grandes distances n'a été listée dans l'étude de danger ou dans les documents communiqués. Le document indique par ailleurs, pour les prélèvements à l'intérieur du site, que ces derniers ne seront réalisés qu'après maîtrise complète de l'accident et après autorisation du commandant des opérations de secours.

La liste des points de prélèvements est présentée dans la stratégie de prélèvement avec un positionnement cartographique. L'inspection suggère à l'exploitant d'intégrer la cartographie des prélèvements environnementaux dans le POI de façon à disposer d'un document autoportant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Mettre en cohérence les substances à rechercher dans les milieux avec les éléments figurant dans la stratégie définie dans le document n° E14Q3/25/1686 (il manque le NH3 notamment).
- Préciser dans le POI que les dioxines-furanes, PCB et métaux font l'objet d'un prélèvement surfacique (et non prélèvement dans la matrice air)
- Faire figurer la cartographie des prélèvements dans le Plan d'opération interne.
- Recenser les éventuelles substances générant des incommodités fortes et faire figurer celles retenues dans le POI

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'opération interne précise : <b>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</b>  [...]  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]  Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  La stratégie de prélèvement a été élaborée, pour le site de Glomel, par un prestataire extérieur en lien avec l'exploitant (vu le document relatif à la stratégie de prélèvement E14Q3/25/1686 du 01/09/2025). Le rapport identifie les substances à rechercher dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux.  Le POI ne liste pas les équipements de prélèvements à mobiliser pour chaque substance et milieu mais renvoie au document de stratégie dans lequel ces éléments sont précisés. A titre d'exemple, pour les dioxines et furanes, le prélèvement est de type surfacique (essuyage avec lingette), la limite de quantification est fixée à 0,01 ng/m <sup>2</sup> . Les polluants sont séparés par chromatographie puis analysés par spectrométrie avec des résultats disponibles en 6 à 10 jours (norme NF EN 1948). Pour les oxydes d'azote, oxydes de soufre et monoxyde de carbone, les mesures sont réalisées in-situ avec un détecteur muni de capteurs électrochimiques (les résultats sont disponibles en moins de 2 heures).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le plan d'opération interne précise : [...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i)

[...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

#### Constats :

Pour assurer les premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a conclu un contrat avec un prestataire extérieur, également membre du Réseau des Intervenants en situation Post-Accidentelle (RIPA). La proposition contractuelle précise les moyens mis en œuvre par le prestataire pour assurer l'intervention d'intervenants qualifiés dans un délai de 1 à 4 heures maximum suivant l'appel (24 heures sur 24 et 365 jours par an). Le matériel mis à disposition pour réaliser la prestation est détaillé dans le contrat (vu l'offre de prestation initiale n°2204886N0000019-version 2, signée le 30/09/2022, et le devis signé le 17/02/2025 pour le renouvellement du contrat d'abonnement et la mise à disposition de matériels). Le contrat de prestation précise que les personnels intervenants sont formés et expérimentés pour les prélèvements dans la matrice air.

Le POI comporte une procédure de déclenchement de l'intervention du prestataire pour la réalisation des premiers prélèvements avec les numéros d'urgence et les éléments à communiquer par le Directeur des opérations internes lors de l'appel.

L'appel de l'astreinte "prélèvement" a été testé dans le cadre des exercices de test des plans d'urgence (POI, PPI). Le compte-rendu de l'exercice POI du 24/05/2025 précise que l'appel au prestataire a été jugé long. Un retour a été fait par l'exploitant au prestataire afin de lui signifier et corriger ce constat.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2



du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

#### Constats :

Le plan d'opération interne comporte une liste des substances à rechercher. Cette liste correspond aux principaux produits de décomposition en cas d'incendie (cf. constat n°3). Cette liste a été établie sur la base du guide Omega 16 de l'Ineris. L'étude de dangers du site, mise à jour en septembre 2021, prend également en compte les produits de décomposition mentionnés dans le guide de l'Ineris.

L'étude de danger précise (page 64 - *Dangers associés aux phytosanitaires*) que les principaux produits toxiques présents dans les fumées d'incendie sont :

- l'acide cyanhydrique (HCN)
- le chlorure d'hydrogène (HCl)
- les oxydes d'azote (NOx),
- les oxydes de soufre (SOx)
- le monoxyde de carbone (CO)

Ces paramètres figurent bien dans la liste des produits de décomposition du POI.

Pour rappel, le site de Glomel stocke également des engrais non classés, ne présentant pas de risque d'incendie et non susceptibles de se décomposer en cas d'incendie à proximité mais aussi des engrais composés NPK (classés dans la rubrique 4702-IV) , non sujets à décomposition auto-entretenue, mais susceptibles de se décomposer en cas d'incendie à proximité. L'étude de dangers indique (page 65 - *Dangers associés aux engrais*) que les principales molécules libérées par la décomposition thermique d'un mélange complexe d'engrais NPK, sont les suivantes :

- Engrais à base d'azote : protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O), monoxyde d'azote (NO), peroxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), acide nitrique (HNO<sub>3</sub>) ;
- Engrais à base de chlorure : chlore gazeux (Cl<sub>2</sub>), acide chlorhydrique (HCl), chlorure d'ammonium solide (NH<sub>4</sub>Cl).

L'inspection demande à l'exploitant de confirmer l'étude des produits de décomposition et d'actualiser, le cas échéant, la liste figurant dans le POI et dans la stratégie de prélèvement. A noter que le guide Omega 16 indique que, dans les configurations d'incendie, les éléments disponibles relatifs à la formation de dichlore (Cl<sub>2</sub>) montrent l'absence de ce composé dans les fumées.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter l'étude de dangers avec la liste des produits de décomposition et hiérarchiser en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Mettre à jour le POI si nécessaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

N° 7 : Remplacement de l'émulseur

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2-VI

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS LI – vérification compatibilité nouvel émulseur

**Prescription contrôlée :**

Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis à l'article VI-I du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu à l'article VI-I du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies aux articles VI-4 et VI-5 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point IX du présent article.

**Constats :**

Les cellules 1,5 et 6 sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique à mousse haut-foisonnement. L'extinction se déclenche automatiquement en cas de détection d'un départ de feu dans ces cellules. Les générateurs de mousses haut-foisonnement (au nombre de 7 dans la cellule n°1, de 3 dans la cellule n°5 et de 3 dans la cellule n°6) sont alimentés par les équipements suivants regroupés dans un local technique :

- un groupe motopompe diesel (vitesse de rotation = 2600 tour/min, débit = 180 m<sup>3</sup>/h et pression = 110 m de colonne d'eau);
- une réserve d'émulseur de 3000 litres;
- une réserve d'eau (pour produire la mousse) de 100 m<sup>3</sup>.

L'installation d'extinction automatique à mousse haut-foisonnement et le groupe motopompe font l'objet de visites de maintenance préventive 2 fois par an par des prestataires extérieurs (vu les rapports d'entretien du groupe motopompe du 05/03/2024 et du 16/09/2024 par MS POMPES, vu les rapports de maintenance des installations d'extinction du 24/01/2024 et du 18/07/2024 par SIEMENS et le contrôle par le bureau d'étude 2MSE incluant une analyse physico-chimique de l'émulseur - vu le rapport du 23/10/2024). Les essais réalisés démontrent que la capacité hydraulique fournie par la pompe de l'installation permet de couvrir le besoin requis par l'installation.

Pour mémoire, l'exploitant a réalisé, le 10 décembre 2019, un essai en conditions réelles de "noyage" d'une cellule avec de la mousse haut-foisonnement. Suite à cet exercice, l'exploitant a procédé au remplacement de l'émulseur par un nouvel émulseur sans fluor. Pendant la phase travaux et l'indisponibilité du système d'extinction automatique, l'exploitant indique avoir appliqué la procédure gestion des indisponibilités prévue par le système de gestion de la sécurité (vu instruction IN-G-003, version du 16/09/2025 décrivant les mesures à prendre en cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques instrumentées).

Un nettoyage du réseau incendie, par passivation, a été effectué en janvier 2023 (vu la facture n°0572 POLYTECH PROTECTION INCENDIE du 10/02/2023).

Afin de justifier la compatibilité et les performances de l'émulseur avec le générateur de mousse, l'exploitant a fourni un rapport d'essai de caractérisation du couple émulseur/générateur de mousse haut-foisonnement selon l'annexe 3 de la règle APSAD R12 (vu le rapport d'essai n°PN 10 8372 du 7/10/2010 demandé par SIEMENS à CNPP concernant l'émulseur ECOPOL à la concentration de 3%). Le rapport conclut à la conformité des essais de performance. Selon la fiche technique de l'émulseur, le produit ECOPOL est un fluide pseudoplastique dont la viscosité diminue lorsqu'on augmente l'agitation du produit, ce qui permet son utilisation même à basse température et à basse pression d'eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Restriction d'utilisation de certains PFAS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

##### **Prescription contrôlée :**

- **Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

- **Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

- **Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les

mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5

- **Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

Pour assurer la défense contre l'incendie, l'exploitant utilise un émulseur de marque ECOPOL proposé par le fournisseur BIOEX (date de fabrication : 12/2019; numéro de lot : 19L15M0). Le produit est un émulseur synthétique sans fluor, AR (alcool résistant), polyvalent et applicable sur feux de classe B d'hydrocarbures et de solvants polaires à une concentration de mousse de 3%. Cet émulseur figure sur la liste des émulseurs qualifié GESIP permettant de confirmer sa performance.

L'exploitant a fourni la fiche technique ainsi que la fiche de données de sécurité de cet émulseur (version 10.1 du 02/11/2023).

L'inspection relève que l'émulseur employé par l'exploitant est exempt de substances per- et polyfluorées.

**Type de suites proposées :** Sans suite